

De l'Écosse à l'Irlande du Nord en passant par le pays de Galles, le Royaume se désunit

Royaume-Uni Des partis indépendantistes et nationalistes sont désormais au pouvoir dans les trois nations. De quoi menacer l'unité d'un pays secoué depuis le référendum sur le Brexit, il y a bientôt dix ans. Dans le même temps, le nationalisme anglais de droite prospère, avec le parti Reform UK.

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

En ce jeudi 14 mai, Michelle O'Neill et Mary Lou McDonald arborent un sourire éclatant. "Nous venons de vivre une semaine historique avec l'élection de partis indépendantistes en Écosse et au pays de Galles, alors que Michelle, à côté de moi, dirige déjà l'exécutif nord-irlandais en tant que Première ministre" (First minister), se réjouit la présidente du Sinn Féin, le parti irlandais favorable à la réunification de l'île. "Nous assistons à un alignement de systèmes politiques, de gouvernements et d'administrations qui prônent une politique allant au-delà de celle de Westminster (le siège du pouvoir britannique, NdLR). L'avenir constitutionnel de notre pays est en question, cela soulève également des interrogations sur l'union en général."

Les élections locales du 7 mai ont un peu plus ébranlé l'unité du pays. Pour

la première fois, le parti indépendantiste Plaid Cymru a terminé à la première place des élections parlementaires galloises, mettant fin à vingt-sept années de règne travailliste. Son président, Rhun ap Iorwerth, a été nommé Premier ministre le 12 mai. Lors des élections parlementaires locales, le Parti national écossais (SNP), favorable à l'indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni, est demeuré le premier parti, une place qu'il occupe depuis 2007.

Simultanéité des tendances et effet Brexit

La simultanéité de ces votes n'est pas anodine. Michelle O'Neill estime, ce n'est pas une surprise, que "la politique menée à Westminster n'a jamais servi nos intérêts". Elle perçoit pourtant une nouveauté: "La réalité concrète du quotidien l'a rendu tout à fait clair et évident pour les électeurs." Par cela, elle entend que "les choix politiques de Westminster ont laissé tomber la population. Le Brexit a nui à la population. L'austérité a nui à la population". Écossais, Gallois et Irlandais du Nord possèdent donc selon elle "un point commun: les gens ne veulent pas faire partie de cette Grande-Bretagne du Brexit en ruine". D'autant que les Écossais et les Irlandais du Nord avaient voté respectivement à 60% et à 56% en faveur du maintien dans l'Union européenne lors du référendum du 23 juin 2016.

Pour Anand Menon, professeur de sciences politiques à l'université King's College London, ces résultats reflètent surtout "un vote anti-establishment, antisystème, renforcé par un vote anti-Angleterre. C'est le moyen d'exprimer son mécontentement, non seulement envers le parti au pouvoir, mais envers tous ceux qui détiennent le pouvoir à Londres".

L'échec de Keir Starmer est un carburant

Conscient de leur force commune, les trois First ministers nord-irlandaises, galloises et écossaises, Michelle O'Neill, Rhun ap Iorwerth et John Swinney se sont rencontrés le jeudi 14 mai à Londres, sans que rien ne filtre de leur entrevue au sommet. Le chef du SNP avait prévenu quelques

jours plus tôt qu'il "s'assurerait que la voix de nos pays respectifs soit entendue haut et fort au Royaume-Uni". Rhun ap Iorwerth avait quant à lui assuré suite à sa victoire qu'"aucun gouvernement britannique, aucun Premier ministre britannique, ni aujourd'hui ni à l'avenir, ne peut mettre le pays de Galles de côté ou fermer les yeux sur nos besoins".

Sa victoire historique est directement liée à l'accession du travailliste Keir Starmer au 10 Downing Street. Tant que les conservateurs étaient au pouvoir à Londres, les Premiers ministres travaillistes successifs se présentaient comme des opposants à l'austérité déployée par le gouvernement britannique et assuraient que leurs actions permettaient d'en atténuer les effets. Las, la situation ne s'est guère améliorée depuis que Keir Starmer a pris le pouvoir à Londres et le Labour gallois n'a pas réussi à se dissocier de lui.

Autonomie, indépendance, réunification

Avec 35,4% des voix et 43 des 96 sièges de députés, Plaid Cymru est devenu pour la première fois la principale force politique galloise. "Ce sont des nationalistes, pas explicitement indépendantistes, car il n'existe pas de soutien réel pour l'indépendance au pays de Galles", précise Anand Menon. Afin de donner le change à sa base électorale, Rhun ap Iorwerth a pourtant indiqué lors de son premier grand discours, prononcé le mardi 19 mai, avoir "mentionné" le sujet lors de sa première entrevue avec Keir Starmer. Il a précisé qu'il n'envisageait pourtant pas la tenue d'un référendum au cours de son premier mandat, même s'il voudrait que la question soit étudiée par une commission nationale. Il a en revanche réclamé plus de "dévolution" – transfert de compétences – de la part de Londres afin de mieux lutter contre la pauvreté infantile et de réduire les listes d'attente pour accéder à des médecins ou être opéré, ses deux priorités.

En Écosse, le SNP a survécu à la démission en 2023 de sa cheffe et Première ministre Nicola Sturgeon et à la multiplication des scandales autour de ses dirigeants. Là aussi, le parti a profité de l'élection de Keir Starmer à

LES 4 NATIONS DU ROYAUME-UNI

